

# Révisions : les politiques budgétaires et monétaires

**La politique budgétaire consiste pour un Etat à faire varier ses recettes via la fiscalité et ses dépenses pour agir sur les cycles économiques. L'intensité de l'intervention budgétaire est déterminée par la nature du cycle économique (expansion, crise ou reprise économique).**

## 1. La notion de cycle économique

Le cycle économique désigne les fluctuations de l'activité économique d'un pays sur une période donnée. L'intensité de l'intervention de l'État est directement dictée par la nature de ce cycle, qui peut traverser des phases d'expansion, de crise ou de reprise.

L'objectif des interventions publiques est souvent de réguler ces cycles pour éviter les surchauffes ou, au contraire, les récessions prolongées.

## 2. L'intervention du budget de l'État sur les cycles

Le budget de l'État, ou loi de finances, est l'outil principal de la politique budgétaire. Il prévoit chaque année l'ensemble des recettes (principalement fiscales) et des dépenses que l'État est autorisé à engager.

L'État intervient sur les cycles économiques en faisant varier ces deux leviers :

- En période de ralentissement (politique de relance ou contracyclique) : L'État peut augmenter ses dépenses ou baisser la fiscalité pour stimuler la demande et la production.
- En cas de déficit excessif ou de surchauffe : L'État peut chercher à réduire ses dépenses ou augmenter ses recettes pour stabiliser l'économie ou réduire sa dette.

L'outil budgétaire agit soit sur l'offre (réduction des impôts de production comme la CVAE ou de l'impôt sur les sociétés pour favoriser l'investissement), soit sur la demande (redistribution de ressources vers les ménages).

## 3. La France mène une politique de l'offre

Depuis 2013, la France privilégie une politique de l'offre pour remédier à la dégradation de sa compétitivité.

### 1. Logique et Mécanismes

Contrairement à la relance par la demande (qui aide les consommateurs), la politique de l'offre aide les producteurs. L'idée est que le marché est plus efficace que l'État pour allouer les ressources libérées.

- ❖ **Cercle vertueux attendu** : Baisse des charges → Hausse des marges des entreprises → Hausse de l'investissement et de la compétitivité → Hausse de la croissance et de l'emploi → Retour fiscal (plus d'IS et de TVA à terme).

## 2. Mesures Concrètes appliquées en France

L'État a mobilisé des moyens massifs pour réduire les coûts de production :

- ❖ Allègements de cotisations sociales : 72 milliards d'euros en 2023, ciblant les bas salaires.
- ❖ Fiscalité des entreprises : Baisse de l'impôt sur les bénéfices de 33 % à 25 % (11 milliards €/an).
- ❖ Impôts de production : Suppression progressive de la CVAE qui est un impôt de production
- ❖ Soutien à l'innovation : Crédit Impôt Recherche (6 milliards €/an).

## 3. Résultats et Limites

Le bilan est contrasté. Si le soutien aux entreprises est réel, les sources notent :

- ❖ Un déficit commercial qui reste la "bête noire" du pays, indiquant une compétitivité toujours fragile.
- ❖ Un transfert de charge fiscale : pour compenser les 80 milliards d'euros donnés aux entreprises, l'État utilise une part croissante de la TVA (payée par les ménages) pour financer la protection sociale.

## 4. La politique monétaire : définition et outils

La politique monétaire vise à assurer la **stabilité des prix** en gérant la quantité de monnaie en circulation et le coût de l'argent. Ses deux outils principaux sont :

- **La quantité de monnaie en circulation** : La banque centrale prête de l'argent aux agents économiques pour stimuler l'économie ou réduit ses prêts pour freiner l'inflation.
- **Les taux directeurs** : C'est le prix auquel la banque centrale prête aux banques commerciales. Un taux élevé renchérit le crédit, ce qui freine la consommation et l'investissement pour ralentir l'inflation. À l'inverse, un taux bas stimule la demande.

## 5. Des déficits, de la dette et de l'influence des taux directeurs de la bce

La politique budgétaire (gérée par le gouvernement) et la politique monétaire (gérée par la BCE) doivent être coordonnées.

### 1. Du Déficit Budgétaire à la Dette Publique

- ❖ **Le Déficit** : Il apparaît quand les dépenses d'une année sont supérieures aux recettes. L'État doit alors emprunter pour combler la différence.
- ❖ **La Dette** : C'est le cumul des déficits successifs. En France, elle a atteint 110 % du PIB en 2023.
- ❖ **La contrainte européenne** : Le Traité de Maastricht impose normalement un déficit < 3 % et une dette < 60 % du PIB. La France fait actuellement l'objet d'une procédure pour déficit excessif par l'UE.

### 2. L'Interaction avec les Taux Directeurs

Le lien entre dette et taux directeurs est crucial pour la soutenabilité des finances publiques :

- ❖ Le coût de la dette : La dette est rémunérée par des intérêts. Si la BCE augmente ses taux directeurs (pour lutter contre l'inflation), les nouveaux emprunts de l'État coûtent plus cher car les taux du marché suivent l'évolution des taux de la Banque Centrale.
- ❖ Effet de ciseau : Une hausse des taux réduit la capacité d'investissement de l'État car une part croissante du budget doit être consacrée au remboursement des intérêts (la "charge de la dette") plutôt qu'aux services publics.
- ❖ L'arbitrage monétaire : La BCE peut décider de baisser les taux pour stimuler la demande, ce qui facilite mécaniquement le financement des dettes publiques, mais au risque de générer de l'inflation si la masse monétaire augmente trop vite.

### **La Banque Centrale Européenne agit différemment de la la Réserve Fédérale américaine (FED) :(l'équivalent US de la BCE)**

**Indépendance et prêt aux États :** Dans la zone euro, les États membres ont transféré leur souveraineté monétaire à la BCE. Contrairement à la FED, **la BCE n'est pas un prêteur en dernier ressort pour les États**. Cela signifie que les pays de la zone euro ne peuvent pas emprunter directement auprès de leur banque centrale, contrairement aux États-Unis qui peuvent emprunter à la FED.

- **Objectif prioritaire :** L'objectif central de la BCE est strictement la **stabilité des prix**, avec une cible d'inflation autour de 2 %. La FED a également des objectifs d'emploi et de croissance
- **Contrainte budgétaire :** Puisque les pays partagent une monnaie unique mais gèrent leurs propres budgets, ils sont soumis à des règles de convergence strictes (Pacte de stabilité), comme un déficit public inférieur à 3 % du PIB et une dette inférieure à 60 % du PIB. Ce n'est pas le cas du gouvernement américain.